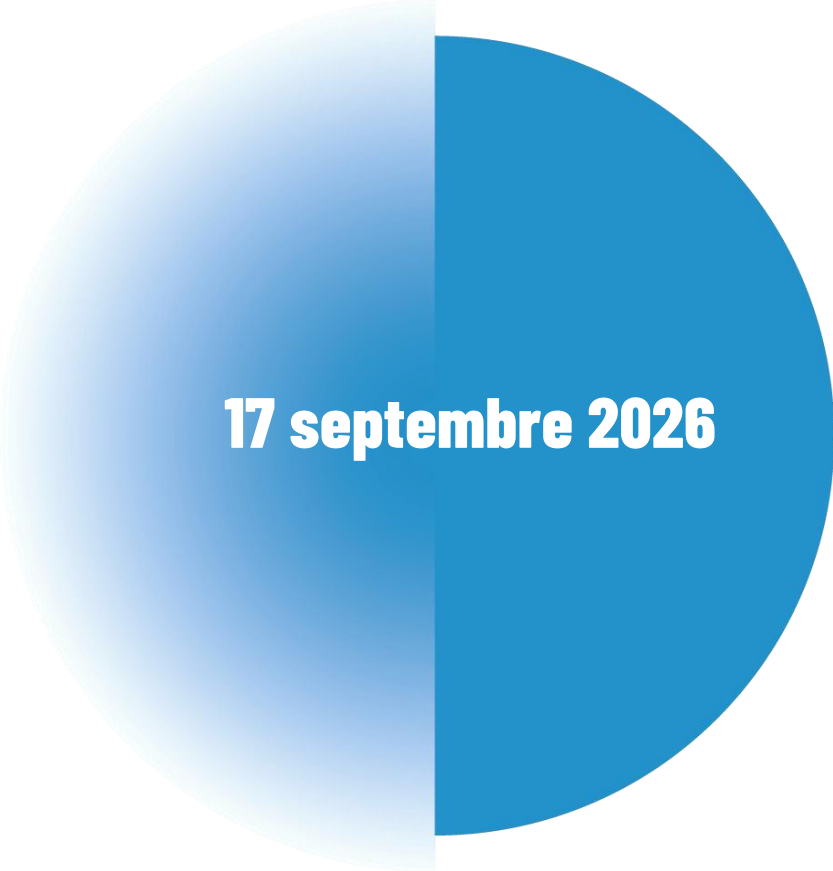




17 septembre 2026

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES TPE-PME

***FACTURATION ÉLECTRONIQUE : LES DIRIGEANTS SONT
PRÊTS MAIS PEU CONVAINCUS***

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

Malgré la persistance du conflit au Moyen-Orient et la hausse des coûts associée, la trésorerie des TPE-PME tient bon.

Les dirigeants font part d'une amélioration de leur situation de trésorerie au cours des trois derniers mois mais sans que cela ne se traduise par une amélioration du jugement moyen sur leur niveau de trésorerie.

Après une forte hausse au premier semestre 2026, les perspectives quant à l'évolution de la trésorerie à trois mois se stabilisent.

La grande majorité des TPE-PME estiment leur trésorerie suffisante pour absorber l'impact du conflit au Moyen-Orient (88 % d'entre elles, +3 points sur le trimestre).



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement des TPE-PME fléchissent, après le rebond observé au premier semestre : 42 % des dirigeants de TPE-PME comptent investir cette année (-4 point ce trimestre). L'indicateur relatif aux montants investis est quasi stable, à un niveau nettement inférieur à sa moyenne historique.

L'incertitude en termes de politique économique reste un frein à l'investissement des TPE-PME. 59 % des dirigeants ayant des projets d'investissement envisagent de les reporter ou de les annuler pour cette raison, une proportion toutefois en recul sur un an (66 %).



ACCÈS AU CRÉDIT

Le recours au crédit, que ce soit pour financer l'exploitation courante ou les investissements, recule et s'inscrit à des niveaux planchers depuis la création des séries en 2018.

Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie augmentent de nouveau légèrement ce trimestre, 21 % des dirigeants déclarant en rencontrer, une proportion supérieure à la moyenne historique.

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement restent contenues. 17 % des dirigeants ayant eu besoin de financer leurs investissements auprès des établissements de crédit ont rencontré des obstacles pour le faire, une proportion quasi stable autour de sa moyenne de long terme.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



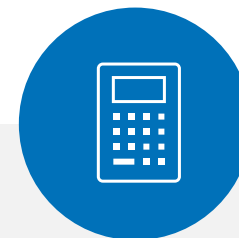
FREINS À LA CROISSANCE

La faiblesse de la demande (actuelle et future) apparaît toujours comme le principal frein à la croissance, en progression ce trimestre (citée par 64 % des dirigeants, +3 points sur le trimestre comme sur un an).

Le contexte politique et géopolitique constitue également un frein majeur à l'activité :

- **64 % des dirigeants déclarent un impact négatif du conflit au Moyen-Orient sur leur activité, dont 17 % un impact fort.** Les dirigeants restent en particulier nombreux à faire part de difficultés d'approvisionnement.
- L'incertitude en termes de politique **économique affecte également l'activité des TPE-PME.** 92 % des dirigeants déclarent un impact négatif de ce facteur sur leur activité, dont 58 % un impact fort, des proportions similaires à celles observées un an auparavant.

À date, l'incertitude politique au niveau national, les tensions géopolitiques et l'insuffisance de demande sont d'ailleurs les trois principaux facteurs de risques que les dirigeants identifient d'eux-mêmes pour leur entreprise.



FOCUS FACTURATION ÉLECTRONIQUE

A l'approche de l'entrée en application de l'obligation légale de pouvoir recevoir des factures électroniques, **91 % des TPE-PME déclaraient être prêtes.** Parmi les 9 % de TPE-PME n'étant pas encore en mesure de recevoir des factures électroniques, 21 % pensent être prêtes d'ici la fin du mois de septembre, 79 % ont besoin d'un délai plus long (soit 7 % de l'échantillon).

80 % des dirigeants identifient des freins ou inconvénients dans la mise en place de la facturation électronique, les principaux étant le coût des solutions (42 % d'entre eux) et la difficulté à identifier la bonne solution ou le bon prestataire (37 %). Viennent ensuite le manque de temps et la complexité technique. Le risque en termes de cybersécurité est cité par plus d'1 dirigeant sur 5. **76 % des dirigeants déclarent avoir eu recours ou avoir besoin d'un accompagnement spécifique pour cette transition, sur les aspects techniques en particulier (46 %).**

Un peu plus de la moitié des dirigeants (52 %) observent ou s'attendent à observer des avantages liés à la mise en place de la facturation électronique. Le gain de temps administratif est le principal bénéfice observé ou anticipé (par 33 % des dirigeants).

Pour autant, à ce stade, les dirigeants sont plus nombreux à percevoir la transition vers la facturation électronique comme une contrainte (38 %) que comme une opportunité (21 %). Ceux qui l'ont mis en place plus tôt, avant même connaissance de l'obligation légale, sont en revanche plus nombreux à considérer cette transition comme une opportunité que comme une contrainte.

SOMMAIRE



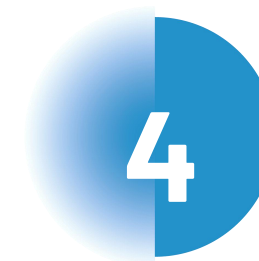
**RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE**



MÉTHODOLOGIE



**FOCUS - FACTURATION
ÉLECTRONIQUE**



**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

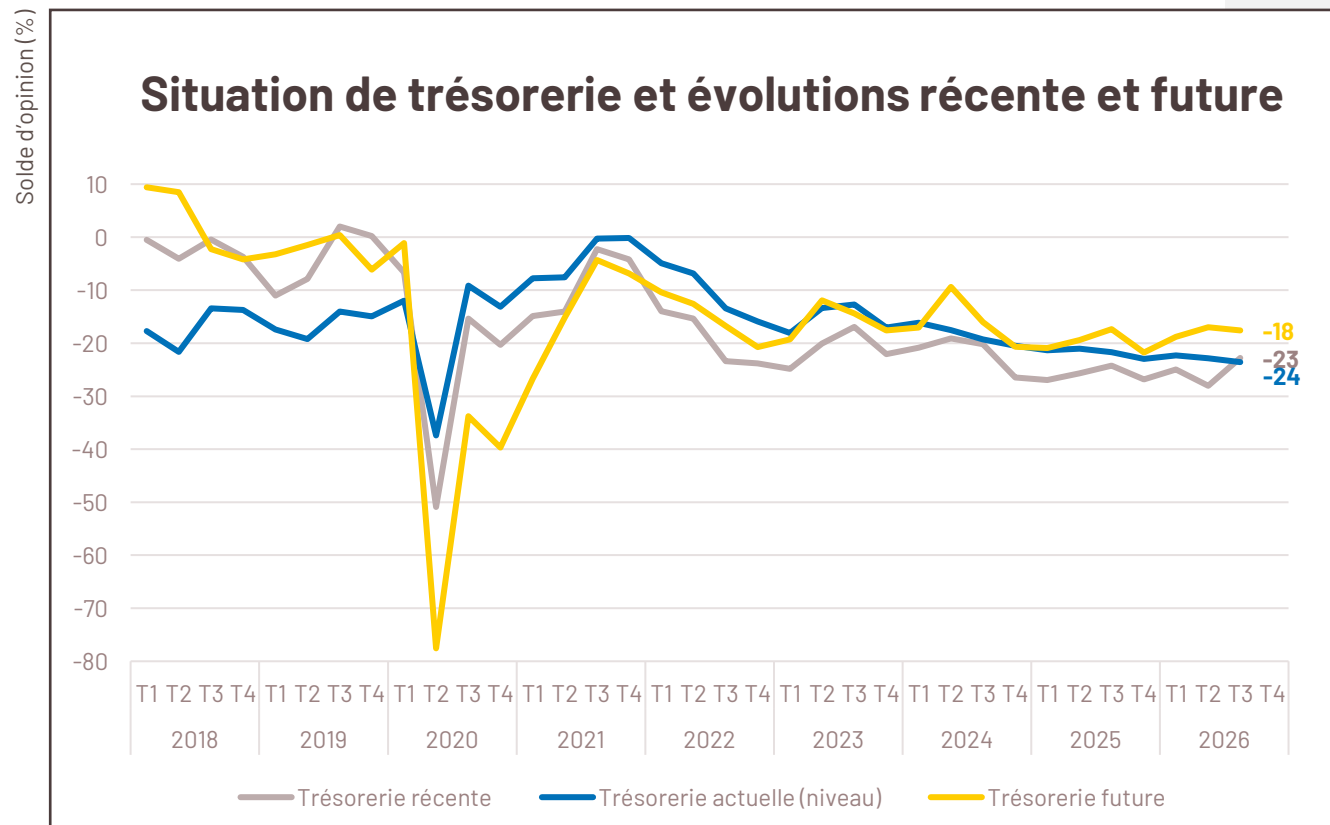
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de TPE-PME sur l'évolution récente de leur trésorerie se redresse nettement. À -23, il gagne 5 points par rapport au trimestre précédent et atteint son plus haut niveau depuis deux ans. Cette amélioration s'explique à la fois par une plus forte proportion de dirigeants déclarant une amélioration de leur trésorerie au cours des trois derniers mois (11 %, +2 points) et une plus faible proportion rapportant une dégradation (34 %, -3 points). L'indicateur demeure néanmoins sous sa moyenne de 2018-2025 (-16).

Le jugement sur le niveau actuel de trésorerie n'a en revanche que peu évolué. L'indicateur est en légère baisse depuis le début d'année mais proche de son niveau fin 2025. Il s'établit 9 points sous sa moyenne 2018-2025. 35 % des TPE-PME jugent leur situation de trésorerie actuelle difficile, une proportion proche de celle observée fin 2025. **La grande majorité des TPE-PME estiment leur trésorerie suffisante pour absorber le conflit au Moyen-Orient** (88 % d'entre elles, +3 points sur le trimestre).

Les perspectives de trésorerie à trois mois sont quasi stables. Après une forte hausse au premier semestre 2026, le solde d'opinion est quasi stable ce trimestre (-1 point, à -18, soit 3 points sous sa moyenne 2018-2025).

DÉLAIS DE PAIEMENT

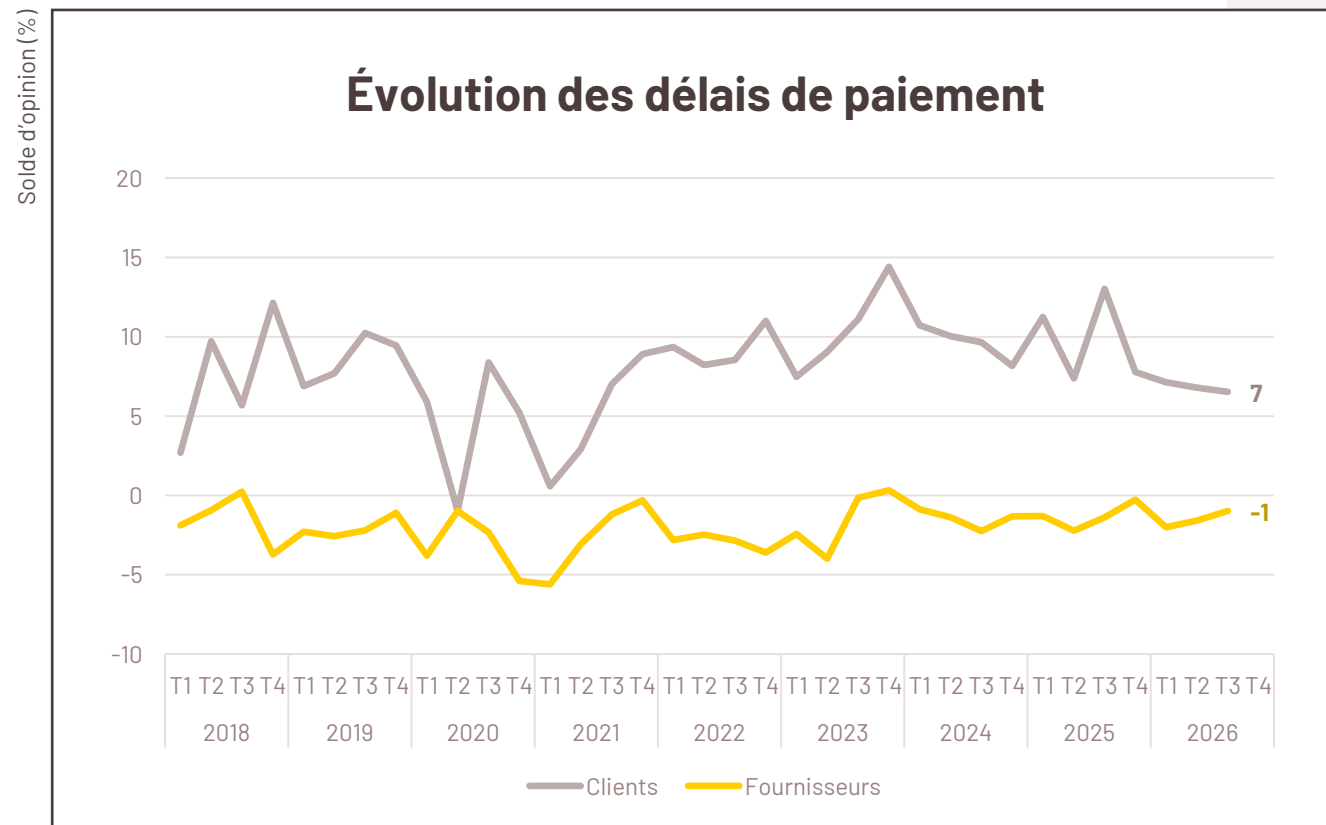


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des clients est stable ce trimestre (à +7), tandis que celui relatif aux délais de paiements de leurs fournisseurs progresse légèrement (+1 point, à -1). Les indicateurs sont tous deux proches de leur moyenne historique.

Le « solde commercial »* subi par les TPE-PME s'est donc légèrement réduit ce trimestre.

* Différence entre les délais de paiement des clients et les délais de paiement aux fournisseurs

FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



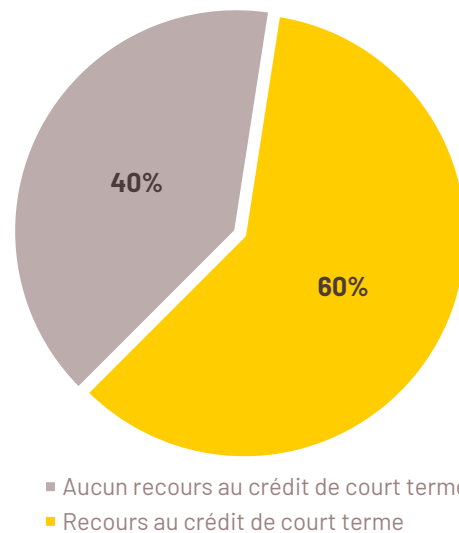
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Sans objet (aucun besoin)

60 % des TPE-PME ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion de nouveau en recul ce trimestre (-1 point, -3 points sur un an) et nettement inférieure à sa moyenne de longue période (68 % sur la période 2018-2025).

% des répondants

Recours au crédit de court terme

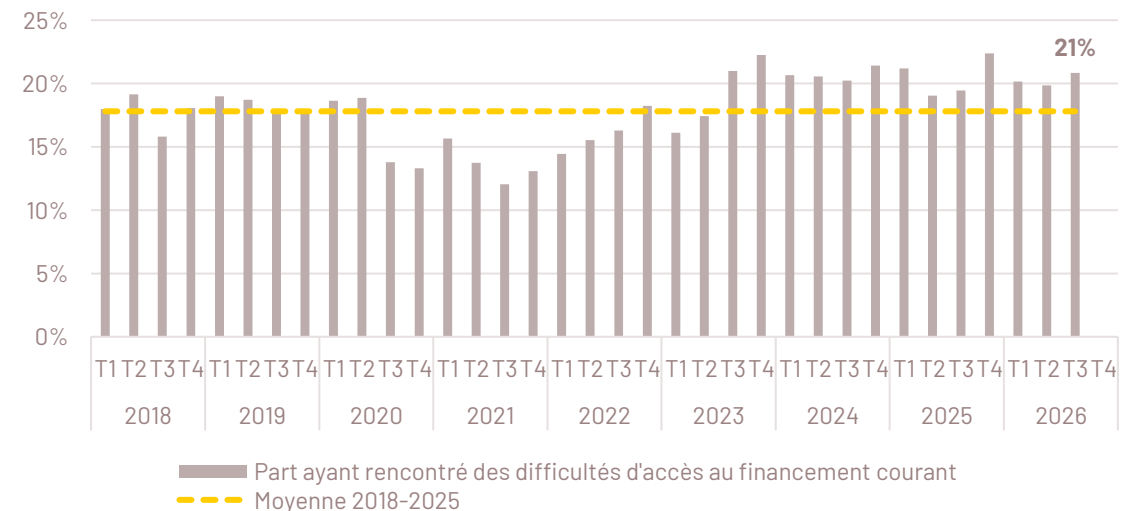


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 21 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion en légère hausse ce trimestre, et supérieure à sa moyenne historique (18 % sur 2018-2025).

% des répondants

Difficultés d'accès au financement courant

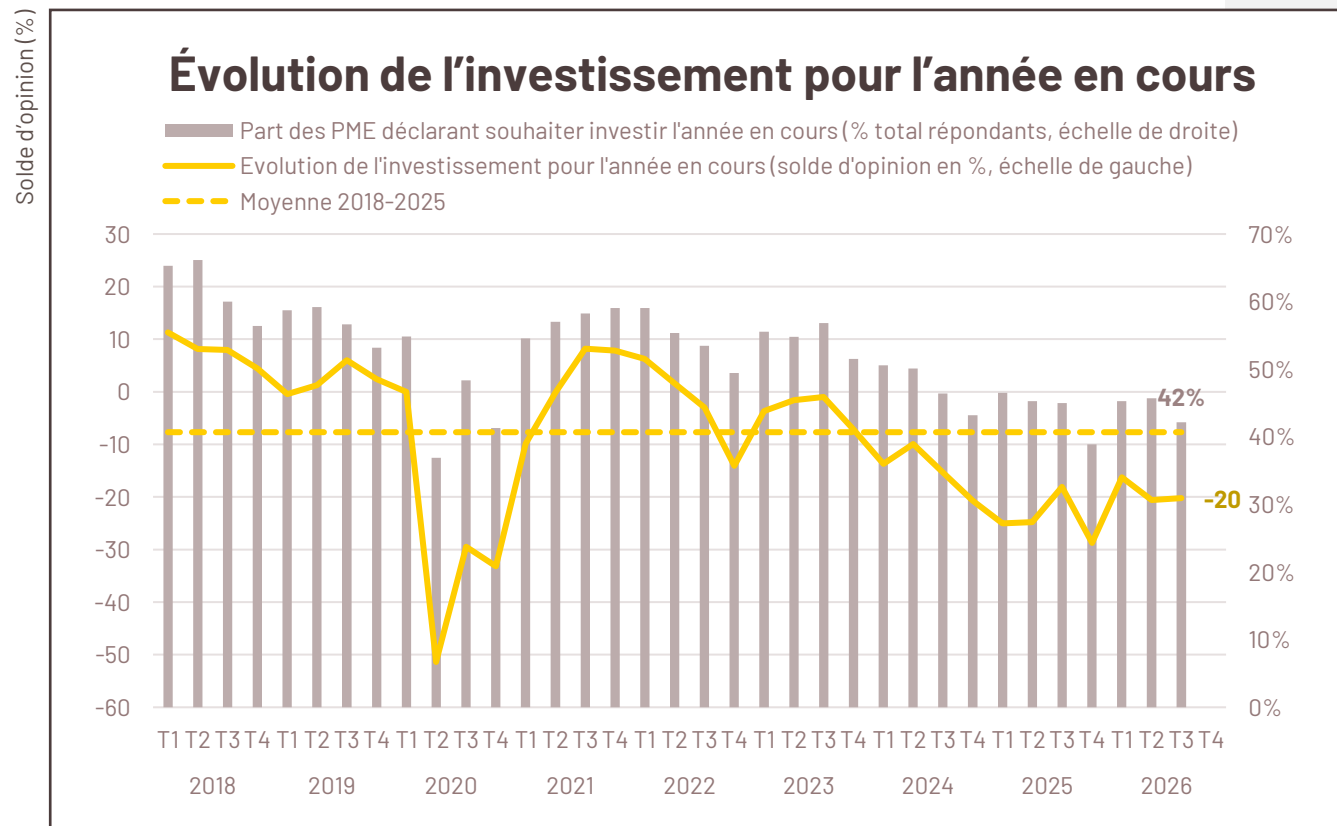


Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)



- **Comptez-vous investir cette année ?** Oui / Non
- **Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?**
En hausse / Stables / En baisse
- **Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?** Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les intentions d'investissement fléchissent après le rebond observé au premier semestre. Au 3^{ème} trimestre 2026, 42 % des dirigeants de TPE-PME comptent investir en 2026 ou l'ont déjà fait, une proportion en baisse de 4 points sur le trimestre et de 3 points sur un an. Les intentions d'investissement s'inscrivent ainsi plus de 10 points sous la moyenne observée depuis 2018 (53 % sur 2018-2025).

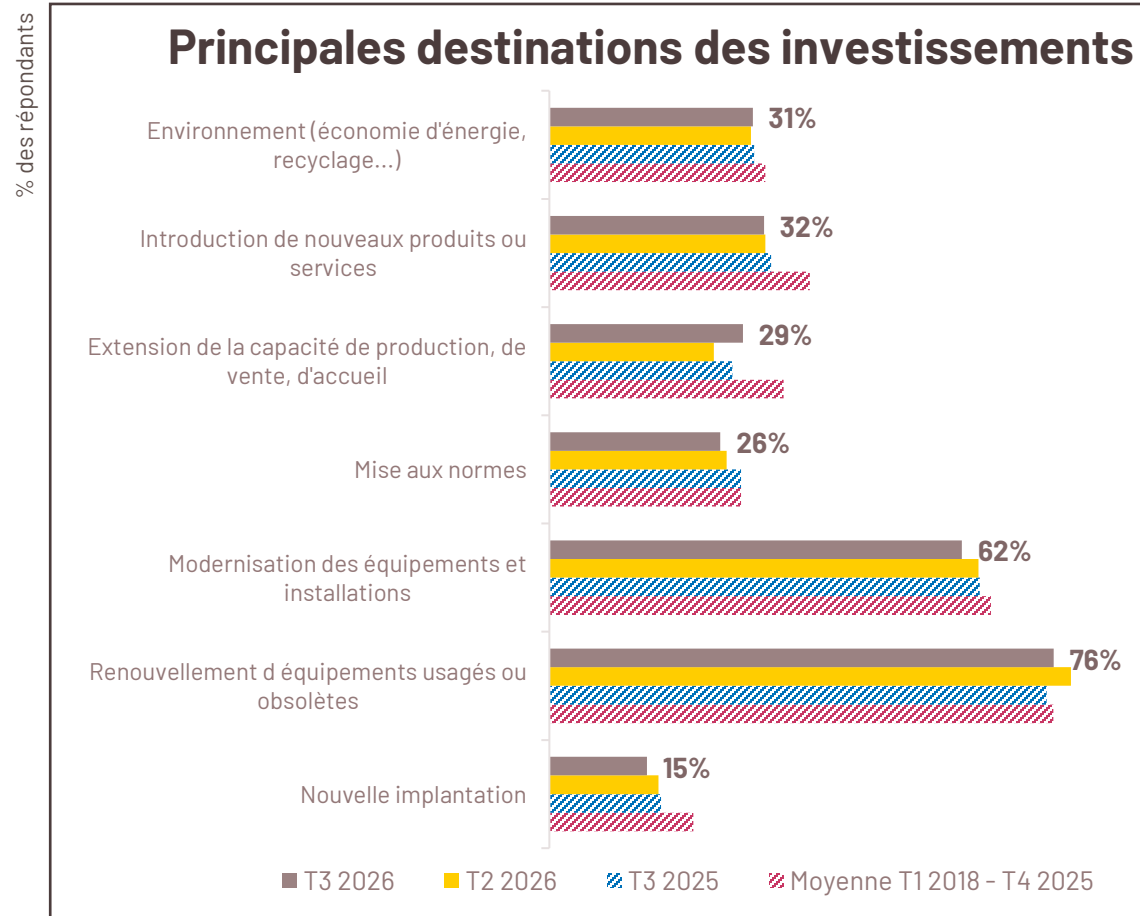
Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis se stabilise toutefois ce trimestre. À -20, l'indicateur est quasi stable sur le trimestre comme sur un an, à bas niveau cependant (12 points sous la moyenne 2018-2025). Parmi les entreprises envisageant d'investir en 2026, 37 % prévoient de réduire leur budget d'investissement (-2 points sur le trimestre), tandis que 16 % envisagent de l'augmenter (-2 points).

L'incertitude en termes de politique économique reste un frein à l'investissement des TPE-PME. Plus de la moitié (59 %) des dirigeants de TPE-PME ayant des projets d'investissement envisagent de les reporter ou de les annuler en conséquence. Cette proportion est toutefois en recul par rapport au début d'année ou un an auparavant (66 %).

INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année : pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants comptant investir en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes et la modernisation des installations demeurent, de loin, les principales motivations d'investissement des dirigeants de TPE-PME, un peu moins citées qu'au trimestre précédent.

Les dirigeants sont plus nombreux ce trimestre à prévoir des investissements pour accroître leurs capacités de production : 29 %, soit +4 points sur le trimestre et +2 points sur un an. Cette proportion reste toutefois plus faible qu'en moyenne historiquement (35 % sur 2018-2025). Environ un tiers comptent introduire de nouveaux produits ou services (ou l'ont déjà fait), une proportion stable sur le trimestre comme sur un an, là aussi moindre qu'en moyenne depuis 2018.

La part des dirigeants envisageant de réaliser des investissements verts se stabilise depuis un an, après avoir nettement reflué en 2024-2025. À 31 %, elle reste nettement au-dessus de son niveau pré-Covid (24 %) mais loin des niveaux records observés au sortir de la crise énergétique en 2022-2023.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



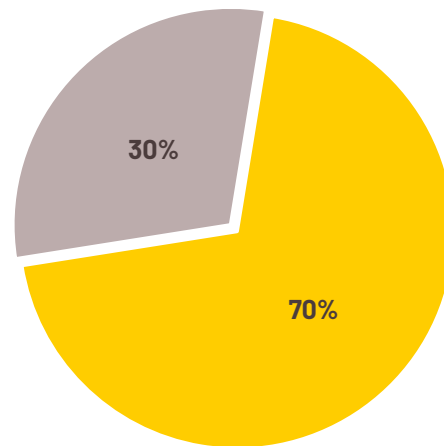
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Sans objet (aucun besoin de financement)

Le recours au crédit d'investissement recule à nouveau. 70 % des dirigeants de TPE-PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2026 y auraient eu recours, une proportion en baisse de 2 points ce trimestre, au plus bas depuis la création de la série en 2018 et bien inférieure à la moyenne observée sur 2018-2025 (77 %).

% des répondants

Recours au crédit d'investissement



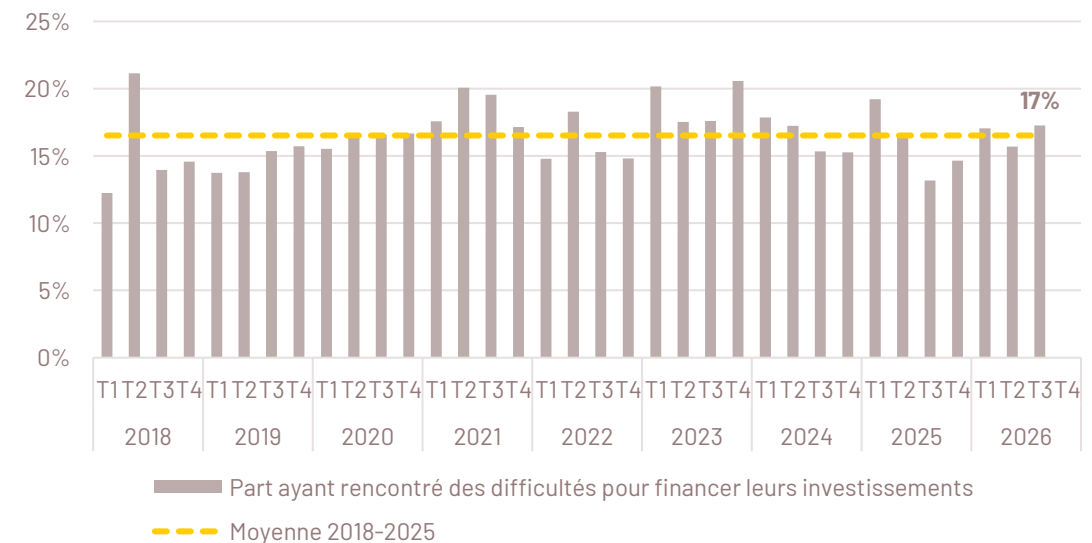
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **17 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en légère hausse sur le trimestre et proche de sa moyenne de long terme (17 %).

% des répondants

Difficultés d'accès au crédit d'investissement

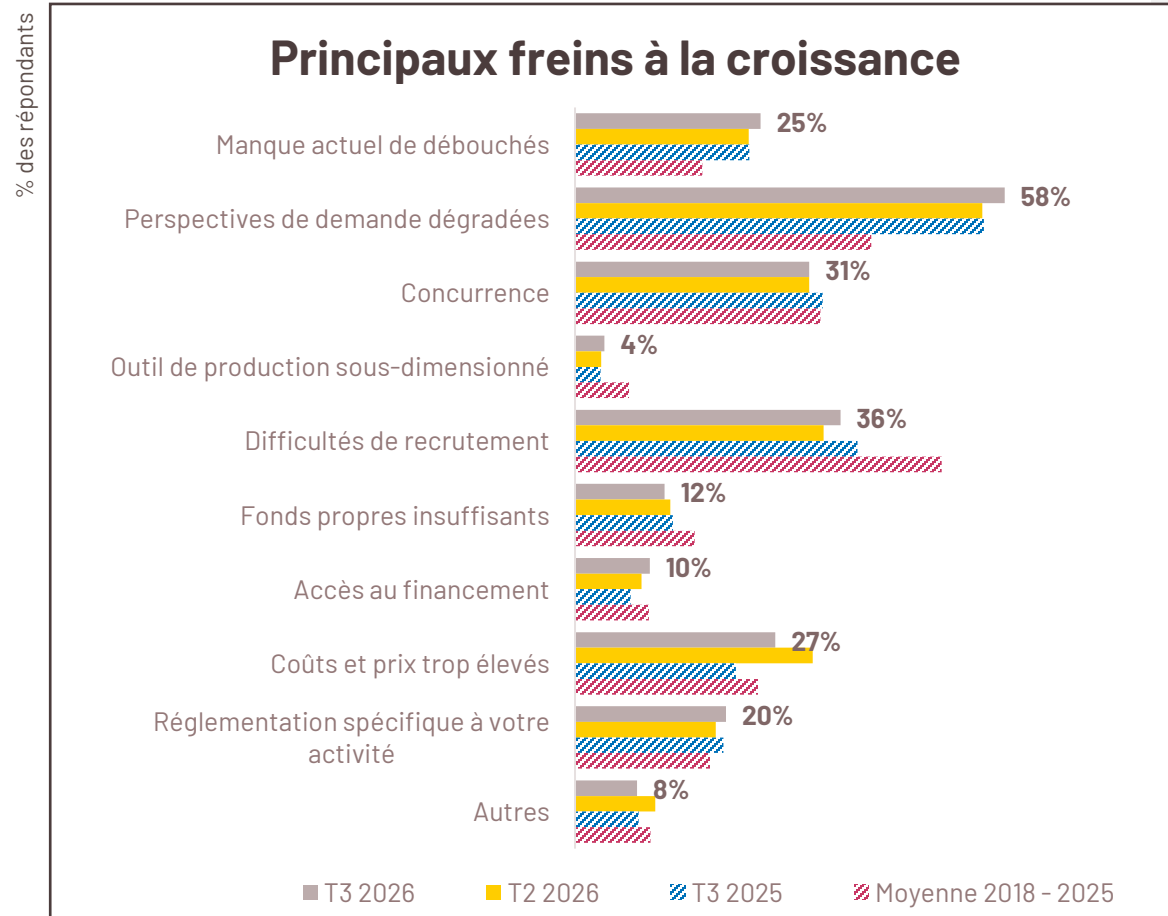


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2025
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?
- Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les contraintes de demande, principal frein à la croissance des TPE-PME, s'accroissent ce trimestre. 64 % des dirigeants perçoivent l'insuffisance de la demande comme principal frein à leur activité (+3 points sur le trimestre comme sur un an), que cette insuffisance soit actuelle (25 %) ou anticipée (58 %).

Les difficultés de recrutement arrivent en deuxième position, citées comme un frein par 36 % des dirigeants, en légère hausse ce trimestre mais bien moins prégnantes qu'en moyenne sur 2018-2025 (49 %).

Les dirigeants sont moins nombreux ce trimestre à citer les coûts et prix trop élevés comme un frein majeur à leur croissance (27 % d'entre eux, une proportion en baisse de 5 points sur le trimestre mais en hausse de 5 points sur un an), alors que le cours du Brent observé durant la période d'interrogation s'est avéré un peu moindre que celui observé en avril, lors de l'interrogation du T2 (en moyenne 91 USD contre 98 USD).

Le degré élevé d'incertitude pénalise également fortement l'activité et les investissements des TPE-PME. 92 % des dirigeants déclarent un impact négatif de l'incertitude en termes de politique économique sur leur activité, dont 58 % un impact fort, des proportions similaires à celles observées un an auparavant.

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

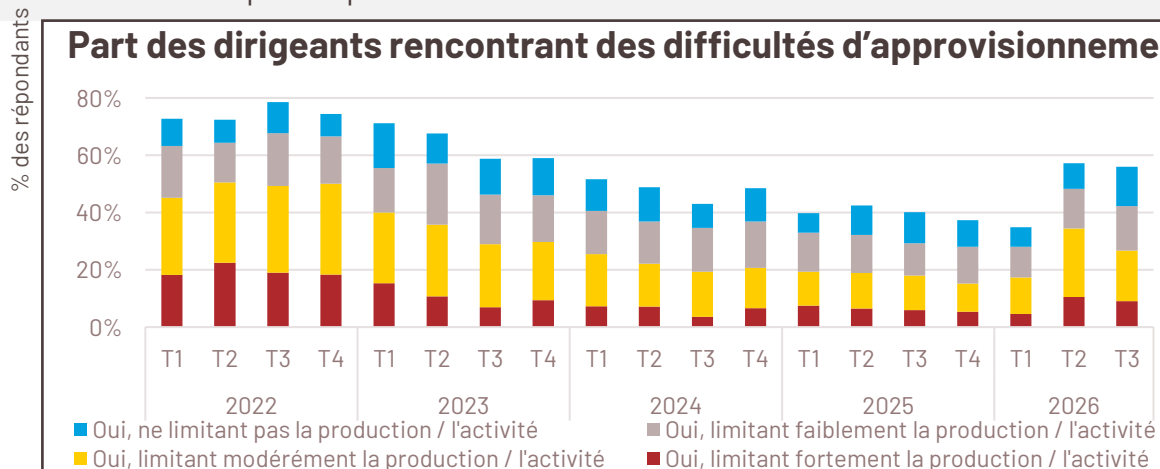


- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?
- Les répercussions économiques du conflit au Moyen-Orient ont-elles d'ores et déjà un impact sur votre trésorerie et vos résultats ?

Le conflit au Moyen-Orient a ravivé les difficultés d'approvisionnement des TPE-PME. 64 % d'entre elles déclarent des répercussions économiques du conflit sur leur activité (+2 points sur le trimestre), même si l'ampleur est jugée plus faible qu'au trimestre précédent (17 % rapportent un impact fort contre 25 % en avril dernier).

Les difficultés d'approvisionnement se maintiennent à haut niveau ce trimestre, 56 % des répondants déclarant y faire face (-1 point). Elles sont toutefois un peu moins pénalisantes, alors que 27 % estiment qu'elles affectent significativement leur activité, une proportion en baisse de 7 points sur le trimestre mais supérieure de 10 points à celle observée en début d'année, avant le déclenchement du conflit et la hausse du prix du pétrole associée.

Part des dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement

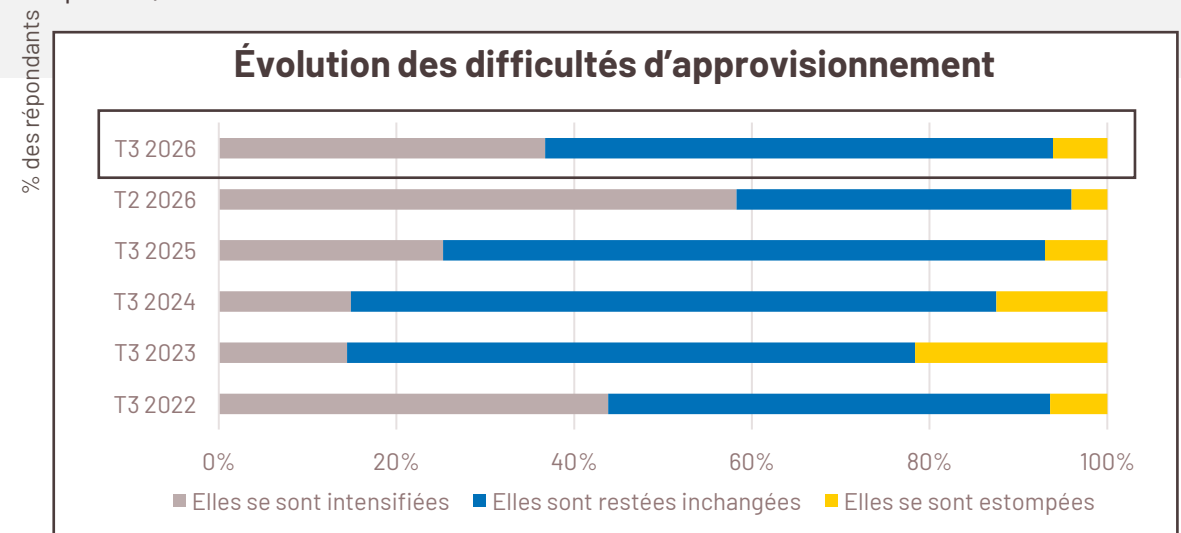


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, 37 % estiment qu'elles se sont intensifiées, une proportion en baisse de 21 points sur le trimestre mais toujours supérieure aux niveaux observés avant le déclenchement du conflit. 57 % considèrent qu'elles n'ont pas évolué au cours des 3 derniers mois (+19 points) et seules 6 % jugent qu'elles se sont estompées (+2 points). Les dirigeants sont moins nombreux à escompter une résorption de ces difficultés d'ici un an (24 % contre 36 % en avril dernier), et à l'inverse plus nombreux à anticiper qu'elles perdureront au-delà (32 %, +5 points) ou à manquer de visibilité sur l'horizon de résorption de ces difficultés (44 %, +7 points).

Évolution des difficultés d'approvisionnement



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

PRINCIPAUX RISQUES



- De manière générale, à date, quel est le principal facteur de risque (domestique ou à l'international) pouvant affecter votre activité et/ou vos projets stratégiques ?
(Question ouverte)

% des répondants

Principaux facteurs de risque perçus par les dirigeants de TPE-PME



Selon les dirigeants interrogés, trois principaux facteurs de risques pour l'activité ou les projets stratégiques des TPE-PME se dégagent ce trimestre :

L'incertitude politique nationale, amplifiée par l'approche des élections présidentielles, est le principal facteur de risque, cité par 24 % des dirigeants. Pourraient s'y ajouter 3 % évoquant le manque de visibilité de manière générale, sans spécifier si c'est au niveau domestique ou international. Le risque spécifique d'une baisse des dépenses publiques et des commandes publiques est par ailleurs cité par 6 % des dirigeants.

Le contexte international est également un sujet d'inquiétude. En particulier, les tensions géopolitiques sont le deuxième facteur de risque le plus cité, par 23 % des dirigeants.

La faiblesse de la demande (18 %), qui se conjugue avec la problématique du pouvoir d'achat, est également un facteur de risque notable selon les dirigeants.

Méthodologie: L'analyse textuelle repose sur une classification thématique des réponses à la question ouverte ci-dessus. Chaque réponse a été rattachée à un ou plusieurs thèmes, certains dirigeants ayant mentionné plusieurs facteurs de risque distincts. Le nuage de mots complète cette lecture en faisant ressortir les termes les plus fréquemment employés : la taille de chaque mot est proportionnelle au nombre de fois où il a été cité. Les couleurs regroupent les mots-clés relevant d'un même thème.



FOCUS

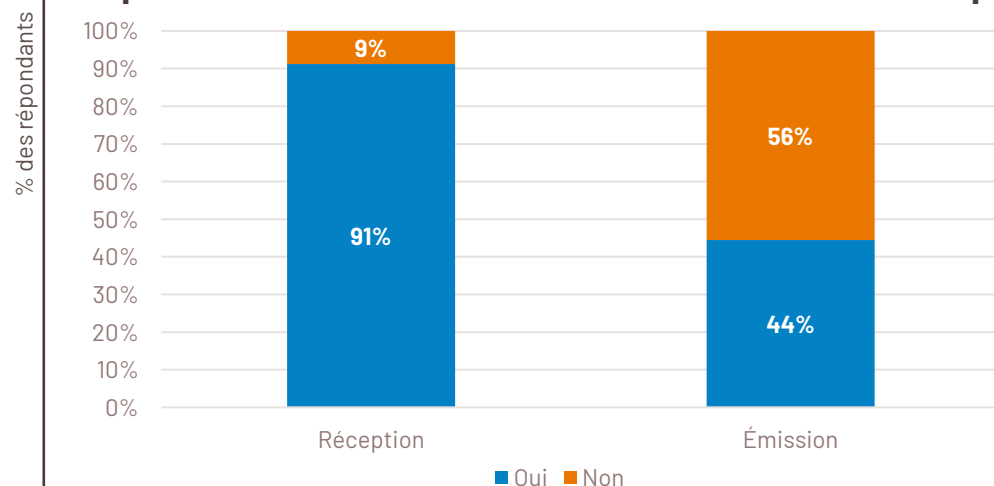
**FACTURATION
ÉLECTRONIQUE**

FACTURATION ÉLECTRONIQUE

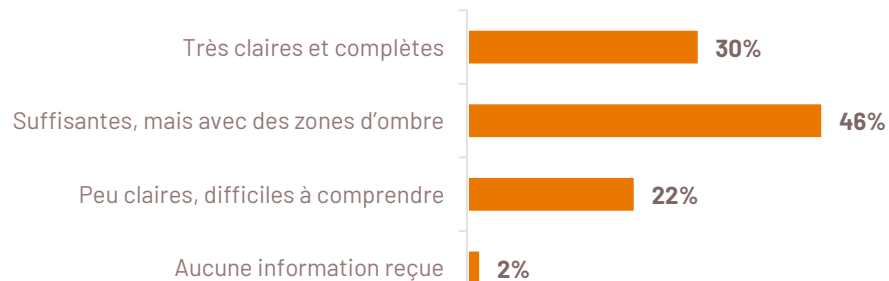


- Étiez-vous au courant de l'obligation légale de facturation électronique pour toutes les entreprises (y compris TPE-PME) à partir de 2026 ?
- Comment qualifiez-vous les informations reçues jusqu'à présent sur cette obligation ?
- Votre entreprise (y compris via un intermédiaire) sera-t-elle en capacité de traiter les factures électroniques (émission et/ou réception) à compter du 1er septembre 2026 ?

Capacité à recevoir et émettre des factures électroniques



Qualité des informations reçues



A compter du 1^{er} septembre 2026, les TPE-PME doivent être en mesure de recevoir des factures électroniques et, à compter du 1^{er} septembre 2027, elles devront pouvoir en émettre. Fin août-début septembre 2026, la quasi-totalité des TPE-PME avaient connaissance de l'obligation de recevoir des factures électroniques à compter du 1^{er} septembre 2026 (96 % contre 4 % déclarant ne pas avoir connaissance de l'échéance précise) mais 24 % estimaient que les informations reçues étaient insatisfaisantes. 30 % les jugeaient à l'inverse très claires et complètes, et 46 % suffisantes, mais avec quelques zones d'ombre.

A l'approche de l'entrée en application de l'obligation légale de pouvoir recevoir des factures électroniques, 91 % des TPE-PME déclaraient être prêtes, sans différence notable par taille d'entreprise. Pour les trois-quarts d'entre elles, l'obligation légale a motivé le passage à la facturation électronique, tandis qu'un quart ont anticipé le mouvement avant même l'annonce de la réforme.

Parmi les 9 % de TPE-PME n'étant pas encore en mesure de recevoir des factures électroniques, 21 % pensent l'être d'ici la fin du mois de septembre, 79 % ont besoin d'un délai plus long (soit 7 % de l'échantillon, dont 2 % estiment qu'elles ne seront toujours pas en capacité de recevoir des factures électroniques d'ici la fin de l'année 2026).

44 % des TPE-PME sont déjà en capacité d'émettre électroniquement leurs factures, 46 % estiment qu'elles seront prêtes d'ici l'obligation légale au 1^{er} septembre 2027 et 9 % estiment qu'elles auront besoin d'un délai supplémentaire.

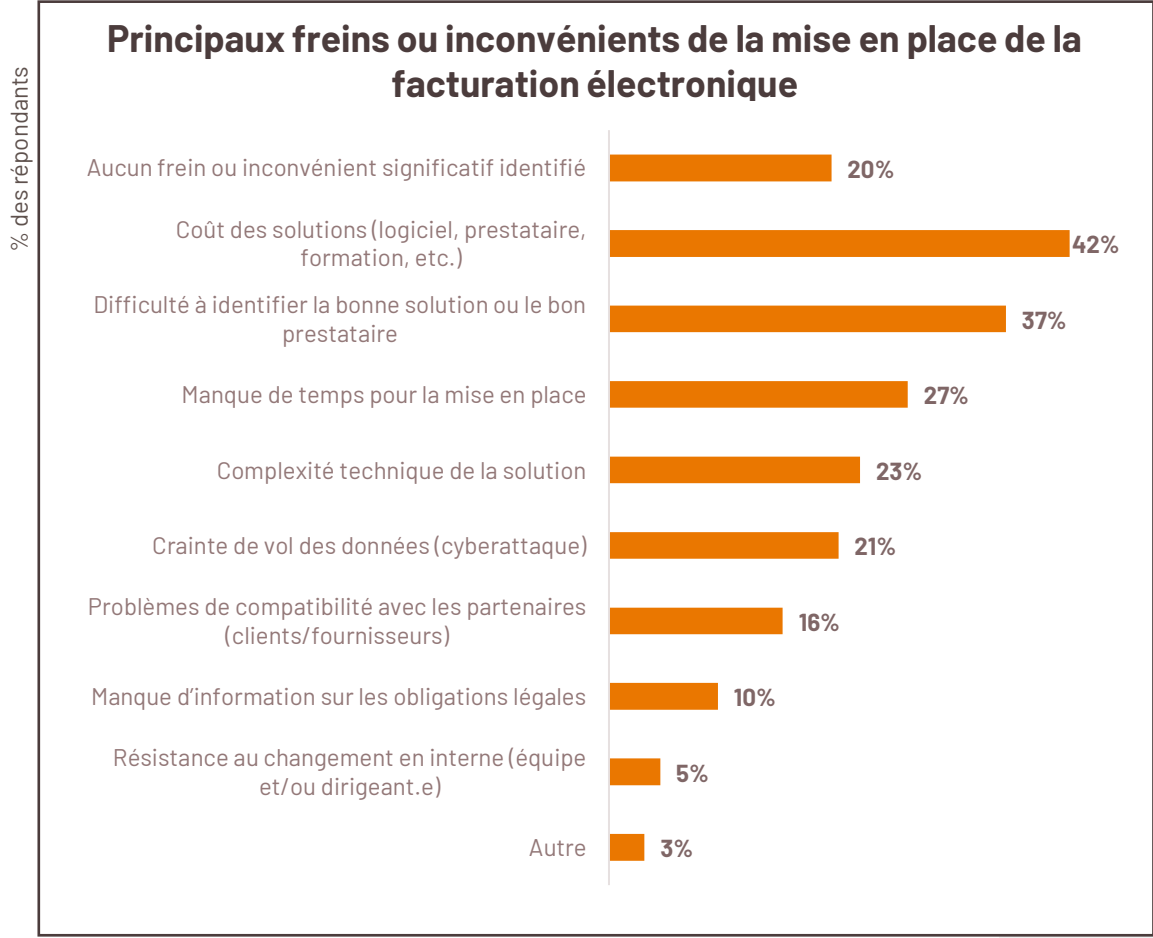
Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FACTURATION ÉLECTRONIQUE



• Quels sont les principaux freins ou inconvénients à la mise en place de la facturation électronique dans votre entreprise ?



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

80 % des dirigeants de TPE-PME identifient des freins ou inconvénients dans la mise en place de la facturation électronique. Cette proportion atteint 100 % chez celles qui ne sont pas déjà en mesure de recevoir des factures électroniques, et tombe à 59 % chez celles qui ont mis en place la facturation électronique d'elles-mêmes, avant l'annonce de la réforme.

Le coût des solutions est le premier frein cité, par 42 % des dirigeants, **suivi par la difficulté à identifier la bonne solution ou le bon prestataire** (37 %), alors que la liste de prestataires agréés est particulièrement conséquente.

Plus d'un quart des dirigeants font part de contraintes de temps pour mettre en place la facturation électronique. C'est plus particulièrement le cas de ceux qui ne sont pas encore mesure de recevoir des factures électroniques (58 % d'entre eux, premier frein cité pour cette catégorie).

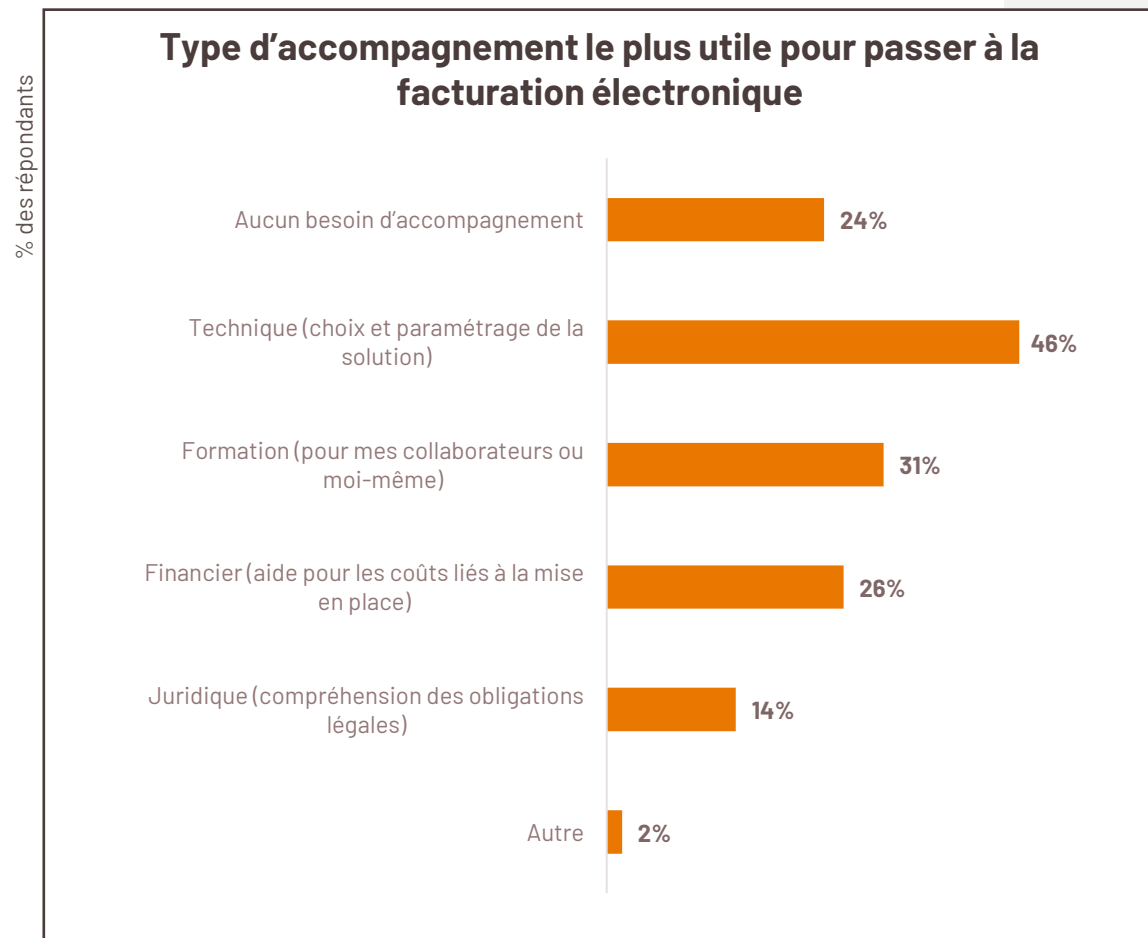
23 % se sont heurtés à la complexité technique des solutions leur permettant de basculer vers la facturation électronique et **21 % craignent** que la transition vers la facturation électronique augmente **le risque de vol de données**.

“ À l'origine du projet, le passage à la facturation électronique devait être indolore financièrement, désormais c'est payant, avec une centaine de prestataires identifiés. De quelque chose de simple dans les promesses, on finit avec un système compliqué et payant. ”

FACTURATION ÉLECTRONIQUE



• Quel type d'accompagnement a été ou serait le plus utile pour votre entreprise ?



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

76 % des dirigeants déclarent avoir eu recours ou avoir besoin d'un accompagnement spécifique pour cette transition. Le besoin d'accompagnement apparaît particulièrement élevé chez ceux dont l'entreprise n'est pas encore en capacité de recevoir des factures électroniques (98 % d'entre eux).

Le besoin d'accompagnement porte principalement sur les aspects techniques (46 % des dirigeants) et la formation à l'utilisation des outils (31 %).

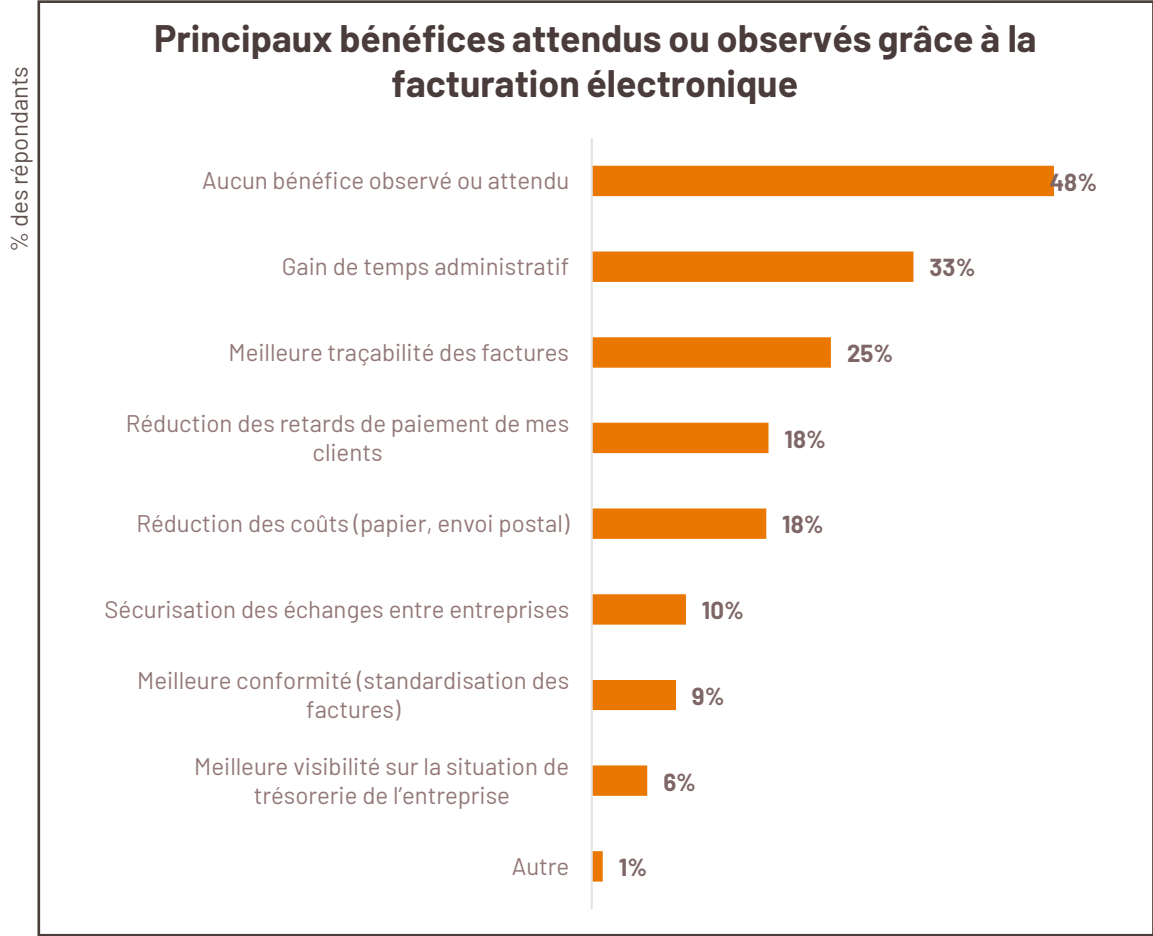
Le besoin d'un soutien financier apparaît globalement plus secondaire (26 %) mais est plus important chez ceux n'étant pas encore en mesure de recevoir des factures électroniques (jugé utile par 46 % d'entre eux). Il est également plus fort chez les entreprises de très petite taille (cité par 28 % des TPE de 1 à 9 salariés contre 18 % des PME d'au moins 10 salariés).

“ Il y a pléthore de plateformes et on manque d'information sur les qualités techniques de chacune. ”

FACTURATION ÉLECTRONIQUE



• Quels principaux bénéfices attendez-vous (ou avez-vous observés) avec la facturation électronique ?



Près de la moitié (48 %) des dirigeants de TPE-PME ne s'attendent à aucun bénéfice de la mise en place de la facturation électronique. En corollaire, **un peu plus de la moitié des dirigeants (52 %) observent ou s'attendent à observer des avantages liés à la mise en place de la facturation électronique**. Cette proportion tombe à 38 % chez ceux qui ne sont pas encore en capacité de recevoir des factures électroniques, et grimpe à 58 % chez ceux qui l'ont mise en place d'eux-mêmes, avant connaissance de l'obligation légale, et qui disposent probablement de plus de recul.

Le gain de temps administratif est le principal bénéfice escompté, par 33 % d'entre eux (41 % de ceux l'ayant mis en place d'eux-mêmes), **suivi par l'amélioration de la traçabilité des factures (25 %, 33 % de ceux l'ayant mis en place d'eux-mêmes)**. 18 % observent ou anticipent une réduction des retards de paiement de leurs clients et 18 % également une diminution de leurs coûts.

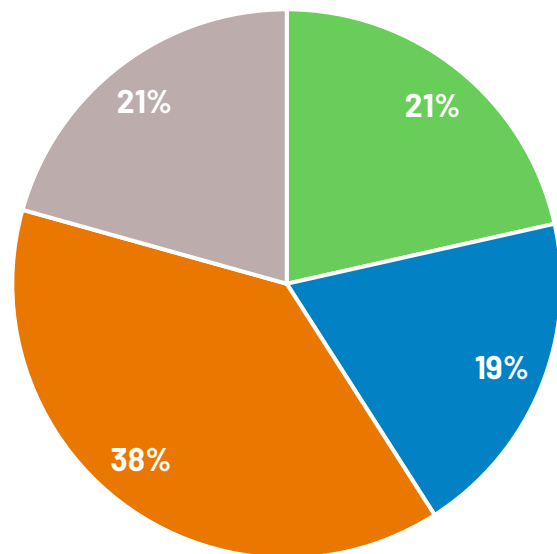
Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FACTURATION ÉLECTRONIQUE



• De manière globale, comment percevez-vous cette transition vers la facturation électronique pour votre entreprise ?

Perception des dirigeants de TPE-PME de la transition vers la facturation électronique



- Comme une opportunité (impact plutôt positif)
- Comme un changement neutre (sans impact positif ou négatif majeur)
- Comme une contrainte (impact plutôt négatif)
- Je n'ai pas encore d'avis tranché

A ce stade, les dirigeants sont plus nombreux à percevoir la transition vers la facturation électronique comme une contrainte (38 %) que comme une opportunité (21 %). Près de 20 % jugent l'effet globalement neutre et environ 20 % ne savent pas encore se prononcer.

Les dirigeants qui ont entamé la transition vers la facturation électronique avant même avoir eu connaissance de la réforme sont plus nombreux à en percevoir des bénéfices et moins nombreux à identifier des inconvénients. Ils sont ainsi, logiquement, plus nombreux à percevoir la facturation électronique comme une opportunité pour leur entreprise (33 % d'entre eux contre 23 % une contrainte).

À l'inverse, les dirigeants qui ont mis en place la facturation électronique en raison de l'obligation légale annoncée identifient davantage de freins ou inconvénients et perçoivent ainsi davantage cette obligation légale comme une contrainte (40 % d'entre eux) que comme une opportunité (19 %).

La bascule vers la facturation électronique est vécue comme une contrainte par 64 % des dirigeants dont l'entreprise n'est pas encore en mesure de recevoir des factures électroniques.



MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **4 175** dirigeants de TPE-PME du **24 août au 3 septembre 2026**.
L'analyse en première partie porte sur les **1 119** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1 113** TPE-PME, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : TPE-PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

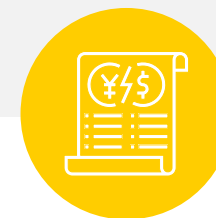
Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur la facturation électronique) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



AU SUJET DE

**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



Investir, innover, exporter, recruter, orienter, manager... La prise de décision est essentielle pour les dirigeants d'entreprises.

Or, dans un monde globalisé, l'information surabondante, les idées reçues et les fausses informations nuisent à une prise de décision éclairée.

La mission de Bpifrance Le Lab est d'éclairer la décision des dirigeants d'entreprise et des acteurs de leur écosystème. Notre collectif d'experts décrypte des sujets variés, de l'économie à la psychologie du dirigeant, en passant par la gestion de l'entreprise, en produisant des connaissances fiables issues de méthodes scientifiques et rigoureuses.

Le Lab contribue à l'épanouissement des dirigeants, au développement des entreprises et de l'économie française, à servir l'avenir.

Bpifrance Le Lab

Décrypter pour décider.

lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

